

**Nations unies - Situation  
humanitaire en Syrie - Explication  
de position du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 19 mars 2018)

Monsieur le Président,

Si la France et six autres membres du Conseil de sécurité ont demandé à tenir ce briefing, c'est pour des raisons de méthode et de fond :

1/ Raisons de méthode tout d'abord : pour agir, notre Conseil doit disposer de toutes les informations nécessaires à la compréhension des crises qu'il examine, y compris celles relatives aux droits de l'Homme. C'est en particulier le cas en Syrie, où nous le savons tous la dimension des droits de l'Homme est indissociable de la dynamique du conflit, et cela depuis l'origine. Il y a eu d'autres briefings du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme sur des situations qui figurent à l'agenda du Conseil. La Syrie ne doit pas, ne peut pas faire exception.

2/ Ceci me conduit aux raisons de fond qui motivent notre demande collective. Sur la Syrie en particulier, le dernier briefing de la Haut-commissaire, Navi Pillay, date de 2014. Les droits de l'Homme sont un aspect fondamental de la crise qui n'est plus traité au Conseil depuis lors, alors que des violations des droits de l'Homme sont à l'origine du conflit et de son aggravation, au détriment de la paix et de la sécurité internationales. Ce briefing que nous appelons de nos vœux doit donc compléter ceux consacrés à la situation humanitaire, au chimique et à la situation politique en Syrie.

Monsieur le Président, c'est être dans le déni - et manquer, de "réalisme" dans notre approche du conflit syrien et de sa possible solution - que de ne pas appréhender ce conflit dans sa dimension relative aux droits de l'Homme. Qui pourrait le comprendre ? Le régime mais aussi d'autres parties, Daech en particulier, ont fait des violations des droits, non pas une simple conséquence des combats, mais une arme privilégiée, délibérée et un instrument de contrôle des territoires et des populations.

3/ Enfin, Monsieur le Président, les droits de l'Homme sont indissociables de la solution politique du conflit. Si le Conseil veut s'engager de bonne foi pour éviter la répétition des mêmes atrocités, il doit contribuer à une solution politique reposant sur une société syrienne inclusive pour toutes ses composantes, et des institutions respectueuses des droits et libertés fondamentales de tous les Syriens.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, avec d'autres, la France a appelé à la tenue de

cette réunion et appelle tous les membres de ce Conseil à s'exprimer en ce sens. Je vous remercie./.